

**MAIRIE de LE PRADET**  
**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**  
**du Conseil Municipal**  
**de la Commune de LE PRADET**

**SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
33	33	33

**23-DCM-DGS-083**

**L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS & LE 18 DECEMBRE** à quatorze heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, en séance publique, à l'hôtel de ville, sous la Présidence de Monsieur Hervé STASSINOS, Maire.

**Date d'envoi de la convocation et de l'affichage** : le 11 décembre 2023.

**OBJET** : DEMANDES DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL, DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET DE L'ETAT DANS LE CADRE DU PROJET DE RENOVATION DES TERRAINS DE TENNIS PRADETANS.

**PRESENTS** : Mmes et MM. Hervé STASSINOS - Jean-François PLANES - Cécile CRISTOL GOMEZ - Jean-Michel PEYRATOUT - Jean-Claude VEGA - Agnès BIASUTTO - Magali VINCENT - Christian GARNIER - Jacques PAGANELLI - Patrick ROUAS - Chantal JOVER - Thomas MICHEL - Isabelle ROGER - Jean-Marc ILLICH - Stéphanie ASCIONE - Eric GALIANO - Emilie ROY - Mylène SORIANO - Armand CABRERA - Bernard PEZERY - Eric JOFFRE - Valérie RIALLAND - Viviane TIAR - Martine CABOT - Denis TENDIL

**POUVOIRS** : Marine DESIDERI à Isabelle ROGER - Graziella PIRAS à Stéphanie ASCIONE - Martine CLOPIN à Cécile CRISTOL GOMEZ - Pascal CAMPENS à Hervé STASSINOS - Bérénice BONNAL à Jean-Claude VEGA - Serge VENNET à Jean-François PLANES - Marina BIANCHI BRONDINO à Armand CABRERA - Valérie POZZO DI BORGIO à Eric JOFFRE.

**ABSENT** : Néant.

**SECRETAIRE de SEANCE** : Emilie ROY est désignée secrétaire de séance.

**Agnès BIASUTTO donne lecture de l'exposé suivant :**

Dans le cadre de ses obligations réglementaires, outre les entretiens courants réalisés sur les terrains de tennis, la collectivité doit prévoir, de manière périodique, le passage d'un bureau d'études spécialisé afin de vérifier les installations mises à disposition du tennis club pradétan.

Les derniers travaux de rénovation des terrains de tennis ont été réalisés en 2009. Ainsi, plusieurs observations sur l'état des terrains sont à prendre en compte.

S'ils sont encore praticables, ils s'avèrent néanmoins vétustes. Aussi, la municipalité souhaite procéder à un rehaussement et une remise à neuf des courts de tennis pradétans.

Pour aider la commune dans ce projet, des demandes d'aide auprès de l'Etat, du Département et de la métropole TPM doivent être déposées.

VU le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les dispositions du 26° de l'article L.2122-22 issue de la loi 2015-991 du 7 août 2015, qui dispose que « Le Maire peut en outre par délégation du Conseil Municipal être chargé [...] de demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, l'attribution de subvention »,

VU la délibération du Conseil Municipal n°22-DCM-DGS-066 du 04 juillet 2022 portant délégation d'attributions au Maire,

**CONSIDERANT** que la commune souhaite rénover les terrains de tennis pradetans afin de garantir leur confort et leur sécurité ainsi que leur attractivité,

**CONSIDERANT** la nécessité de faire valider ce projet par une délibération afin de pouvoir solliciter le Fonds de concours de la métropole TPM,

Il est ainsi proposé au conseil Municipal de se prononcer pour autoriser Monsieur le Maire :

- **A SOLLICITER** l'Etat (DETR) à hauteur de 134 160 €,
- **A SOLLICITER** le Conseil départemental à hauteur de 134 160 €,
- **A SOLLICITER** la métropole TPM, à hauteur de 60 000 €,
- **A SIGNER** toutes les pièces nécessaires et à prendre tous les actes subséquents utiles à la demande de subvention.

Annexe : Plan de financement prévisionnel

**L'exposé mis aux voix est adopté à l'UNANIMITE.**

33 voix POUR

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures.

**Le Secrétaire de séance**  
**Emilie ROY**




**Le Maire,**  
**Hervé STASSINOS**

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<b>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b>
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> ).
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.